

## **Pakistan : l'évolution des médias, un enjeu démocratique**

Gilles Boquérat<sup>1</sup>

**Si, au Pakistan, des espaces de liberté se dégagent dans la presse écrite et si des opinions contradictoires ont vu le jour grâce à la multiplication des médias audiovisuels, les impératifs financiers et relationnels portent à privilégier un discours cajolant un conformisme sociétal et une orthodoxie religio-nationaliste, bien loin d'une « subversion libérale », trouvant davantage d'écho sur les réseaux informatiques.**

Les autorités gouvernementales pakistanaises ont toujours voulu exercer sur les médias un droit de regard, voire de censure, à la faveur notamment de directions militaires. Malgré ce carcan, il y a toujours eu au sein de la presse écrite des individus pour revendiquer un espace de liberté et d'expression de la société civile. Depuis une décennie, le pays a connu une véritable révolution avec la prolifération de chaînes de télévision privées susceptibles de toucher un large public dans un pays où près de la moitié de la population est analphabète. Les médias offrent aujourd'hui une image plurielle. Outre plusieurs centaines de périodiques, on recense officiellement cinquante-quatre quotidiens, de nombreuses stations de radio et, à côté des chaînes de télévision publique, quatre-vingt-neuf chaînes satellitaires nationales et plusieurs chaînes étrangères autorisées à diffuser sur le territoire pakistanais.

Inévitablement se pose la question de savoir si cette prolifération est garante d'un accès à une information de qualité et si la

---

1. Chercheur associé au Centre Asie de l'IFRI, Institut français de relations internationales.

finalité de cette presse ne se limite pas à pérenniser les centres de pouvoir traditionnels. La liberté d'information n'est toujours pas un acquis lorsqu'il s'agit de couvrir des sujets sensibles. Au moins huit journalistes pakistanais furent tués en 2011 dans l'exercice de leurs fonctions, ce qui porte à près de quatre-vingt le nombre total de journalistes qui ont perdu la vie depuis 2001. Ce bilan est sans compter ceux qui furent blessés, arrêtés ou kidnappés. Facteur aggravant, les délits et les crimes à l'encontre de journalistes restent le plus souvent impunis. En dépit des réserves relatives à leur indépendance financière et à leurs relations avec les cercles dirigeants, les médias pakistanais sont un acteur influent qui pèse de manière significative sur la vie politique en façonnant l'opinion publique.

### **La transition vers un média audiovisuel concurrentiel**

La presse écrite couvre onze langues, au premier rang desquelles on trouve l'ourdou, suivi du sindhi. Il est difficile de connaître le lectorat exact de cette presse du fait que les chiffres de vente sont souvent surévalués pour attirer les annonceurs et que, par ailleurs, un quotidien peut circuler entre plusieurs mains. La presse en langue anglaise a un lectorat limité surtout à l'élite urbaine, mais dispose d'une influence auprès des décideurs politiques et économiques dépassant largement celle des publications en ourdou. De plus, elle apporte les grands titres et les thèmes qui sont repris par les publications en langue vernaculaire. Elle est aussi un lieu d'expression des forces libérales dans un pays où celle-ci est souvent assimilée à la minorité anglophone et laïcisante. À l'inverse, la presse en ourdou apporte une perspective et une terminologie conservatrices, supposées répondre à l'attente de lecteurs plus familiers, avec un discours empreint de références religieuses et plus enclins à se complaire dans l'idée d'une nation assiégée par des forces hostiles.

La presse écrite est dominée par trois grands groupes de presse. Le plus important en termes de circulation, avec *Daily Jang* et *The News International*, est le groupe Jang, créé en 1939 et proche des milieux de la droite libérale. Le second grand groupe est Dawn, avec pour fer de lance le quotidien éponyme fondé par Mohammed Ali Jinnah, avec une ligne éditoriale social-démocrate. Le troisième groupe est *Waqf (Le Temps)* qui est par contre clairement islamonationaliste. Ces trois groupes de presse n'ont pas tardé à investir le champ audiovisuel, après que les télévisions privées aient été

autorisées en 2002 lors de la présidence de Musharraf. En ouvrant la porte aux chaînes privées, le général n'avait pas anticipé que celles-ci contribueraient à le fragiliser, en se faisant l'écho en 2007 de la fronde des avocats qui fit suite à la destitution brutale du président de la Cour suprême.

Le monopole audiovisuel de PTV (*Pakistan TeleVision*) était devenu un anachronisme face aux développements technologiques rendant accessibles des moyens d'information et de communication non contrôlés directement par l'État. Lors du conflit de Kargil (1999), le Pakistan a donné l'impression de perdre la bataille télévisuelle. Les chaînes privées indiennes étaient en effet devenues accessibles via l'utilisation d'antennes paraboliques. Elles ont relayé au niveau international non seulement l'agression dont New Delhi s'estimait victime, mais aussi les revers de l'armée pakistanaise. L'audience audiovisuelle s'est aussi largement ruralisée (52 millions de téléspectateurs) au cours des dix dernières années, au point de dépasser le public des 470 villes du pays (34 millions).

Le premier groupe de presse à franchir le pas fut Jang, en lançant *Geo TV*, la chaîne de télévision la plus regardée au Pakistan et qui a manifesté depuis une constance dans la critique du pouvoir en place. Reflétant la capacité de la télévision à toucher un large public, le cas de *Dawn News* est intéressant puisque, ayant commencé à émettre en anglais, cette chaîne a dû assez rapidement passer à l'ourdou pour augmenter son audience et survivre. Si d'autres titres de presse ont été attirés par l'aventure audiovisuelle, celle-ci a pu aussi résulter de considérations politico-commerciales. Ainsi en est-il de *Dunya TV* créé en 2008 par un ancien maire de Lahore qui possède une chaîne de collèges. Une activité médiatique est rarement en elle-même rentable, mais elle peut servir les intérêts commerciaux des autres secteurs d'activités de son propriétaire en tant qu'outil de promotion, ou être un relais d'influence auprès de la classe politique avec les retours financiers qui peuvent en découler.

### **Médias et politique : les limites d'un contre-pouvoir**

La pratique consistant à suspendre des publications discordantes s'était déjà largement développée avant même le premier coup d'État militaire en 1958. Le prétexte invoqué était souvent la défense de la sécurité nationale, de l'islam ou de l'« idéologie du Pakistan ». Par la suite, avec l'arrivée au pouvoir du général Zia ul-Haq et la promotion d'un islamisme sunnite aiguillonné par le dji-

had en Afghanistan, il fut particulièrement difficile à une presse de gauche et laïque de survivre.

Les autorités n'ont jamais cessé de chercher à s'attacher le soutien d'organes de presse. Un jeu d'influence auquel participe aussi l'establishment militaire. Les avantages pour les propriétaires de quotidiens et les rédacteurs en chef prêts à exprimer leur loyauté envers le gouvernement du moment, ou bien à adopter une attitude partisane envers un dirigeant provincial, sont diverses. Cela passe par l'attribution privilégiée de campagnes d'information publiques ou de publicités de sociétés d'État, d'un quota plus important de papier journal importé (en partie revendu lucrativement au marché noir), de voyages à l'étranger, de terrains largement sous-évalués, ou encore par l'achat de nombreux exemplaires de leurs publications par des organismes publics.

Un moyen de pression important de l'État est d'ordre fiscal, à travers des menaces de redressement ou, à l'inverse, une approche conciliante face à des revenus non déclarés. En gardant jalousement leur indépendance, les directeurs de publications prennent donc le risque de représailles menaçant leur viabilité, une menace cependant moindre depuis l'augmentation rapide des recettes publicitaires tirées du secteur privé.

Cette relative indépendance financière n'est pas pour autant la garantie d'une rupture entre le monde politique et la sphère médiatique. Un des éléments distinctifs du paysage audiovisuel pakistanaï est l'abondance de *talk-shows* en *prime time*, qui sont des marqueurs souvent partisans du débat politique et un produit d'appel sur lequel les chaînes misent pour faire de l'audience. Ils ont souvent pour effet de « trivialiser » le débat politique, en suscitant de houleuses joutes oratoires entre politiciens qui dévalorisent le jeu démocratique. Cela n'est pas sans danger, puisqu'en épargnant un establishment militaire inattaquable et en plébiscitant l'activisme du pouvoir judiciaire, le risque est de dévaloriser la classe politique et les gouvernants qui tirent pourtant leur légitimité des consultations électorales.

Il est indéniable que les chaînes de télévision sont devenues des outils politiques de premier plan, parce qu'elles offrent une proximité avec la classe politique à une population dont la majorité n'a pas accès à la presse écrite. Pour la jeunesse instruite, cette dernière est aujourd'hui détrônée, comme source d'initiation politique, par la télévision ou par internet et à travers les réseaux communautaires,

dont les islamistes sont loin d'être absents. Un réseau social islamique Millat Facebook a été lancé en mai 2010 après que la Haute Cour de Lahore ait temporairement interdit Facebook suite à des accusations de blasphème portant sur les caricatures du prophète Mahomet. Désormais, plus de 25 millions de Pakistanais ont un accès à internet, soit entre 15 % et 20 % de la population et environ 6 millions d'entre eux utilisent Facebook. Plusieurs journaux et magazines ont ouvert leurs sites internet à des blogs.

### **Les médias et l'islamisation**

Il est souvent reproché aux médias, et surtout aux chaînes de télévision, de faire le jeu des extrémistes, en flattant la fibre religio-nationaliste à travers un discours vindicatif à l'encontre de nations qui souhaiteraient la perte du Pakistan. Longtemps, l'Inde a concentré l'essentiel du ressentiment au nom des conflits passés, de la répression au Cachemire, des discriminations envers la population musulmane en Inde, ou plus récemment de sa proximité avec le régime Karzaï en Afghanistan. Si les chaînes de télévision indiennes sont officiellement interdites de diffusion, elles suscitent une certaine fascination à travers notamment le cinéma de Bollywood et restent accessibles via les liaisons satellitaires.

Les États-Unis ont supplanté l'Inde comme pays étranger alimentant l'animosité des médias, notamment depuis l'escalade des tensions au cours de l'année 2011 (assassinat de Ben Laden, attaque d'un poste frontalier pakistanais par des forces de l'Otan, poursuite du survol de drones dans les régions tribales). À l'inverse, la Chine et l'Arabie saoudite font l'objet d'une grande mansuétude dans les commentaires.

La dénonciation d'une guerre contre le terrorisme dictée par les États-Unis dans la plupart des médias relègue souvent au second plan les agissements des groupes radicaux. Les crimes commis contre les forces de sécurité trouveraient aussi leur genèse dans la présence étrangère dans la région et l'appui qui leur est apporté par les autorités du pays. L'utilisation fréquente d'un idiome religieux mettant l'accent sur un Occident non réconcilié avec l'Islam n'est pas de nature à apaiser les tensions. Un type de discours qui peut aussi concourir à banaliser un cadre de pensée introverti.

En 2008, un animateur de télévision, ancien ministre des affaires religieuses de Musharraf, fut à l'origine d'une controverse, car des propos haineux tenus à l'encontre des Ahmadis (mouvement réfor-

miste musulman fondé à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et faisant l'objet de persécutions) au cours de son émission furent suivis du meurtre de deux leaders de cette communauté. Les professionnels de la télévision soulignent la difficulté d'aller au-delà d'une grille d'analyses conventionnelle sur les questions religieuses, au risque d'être confrontés à la violence des chantres de l'orthodoxie. Cela revient souvent à abandonner le terrain aux propos extrémistes.

En ouvrant leurs pages ou leurs studios à des personnes qui n'avaient pas de mots assez durs pour reprocher à Salman Taseer, le gouverneur du Pendjab, la défense d'Aasia Bibi, une paysanne chrétienne incarcérée pour blasphème et risquant la peine capitale, certains médias portent une responsabilité dans l'assassinat en janvier 2011 du gouverneur. Après coup, des hommes politiques, invités sur les plateaux de télévision, manifestèrent moins d'empressement à condamner ce meurtre qu'à mettre en garde ceux qui voudraient remettre en cause la loi sur le blasphème.

Sur un registre parallèle, en janvier 2012, une émission sur *Samaa TV* a suscité un certain émoi lorsque l'animatrice s'arrogea le rôle de police morale dans un parc de Karachi. Une fois n'est pas coutume, la levée de boucliers exprimée dans la presse libérale et dans les médias sociaux obligea la chaîne à démettre l'animatrice. Interpellé notamment par un ancien chef du Jamaat-i-Islami, le président de la Cour suprême s'est inquiété à l'été 2012 de la vulgarité de certains programmes de télévision et a demandé au Pemra, l'organisme chargé d'assurer le respect par les chaînes de télévision d'un code de conduite, d'être plus contraignant. Le risque serait alors l'application d'une censure étatique reposant sur des normes conservatrices.

### **Les médias face à l'establishment militaire**

Si les gouvernants civils ont toujours souhaité s'offrir les services de journalistes et de chefs de rédaction – on parle de journalisme « *lifafa* » (enveloppe) –, l'establishment militaire n'est pas en reste, surtout lorsqu'il s'agit de discréditer les premiers ou de combattre ceux qui pourraient créer un hiatus entre les militaires et le reste de la nation, en insinuant que l'armée est faillible. Après l'attaque perpétuée par des terroristes contre une base navale à Karachi en mai 2011, le code d'éthique de Pemra fut invoqué pour dénoncer des chaînes d'information ayant dénigré le rôle des institutions en charge de la sécurité du pays au risque de provoquer des

« sentiments antinationaux ». Pour l'armée, la force de pénétration du média audiovisuel dans les foyers pose un défi supplémentaire, qui peut aussi être une opportunité. Les images d'une jeune femme flagellée par les talibans dans la vallée de Swat ont créé un climat favorable à l'opération militaire du printemps 2009.

Les interrogations sur la présence de Ben Laden à Abbotabad, l'effet de surprise passé, ont rapidement laissé la place à la violation de l'espace aérien par des troupes aéroportées américaines comme sujet de débat, sans que les militaires aient besoin de s'expliquer davantage sur les plateaux de télévision au sujet de la présence du chef d'Al-Qaïda à proximité de l'école militaire de Kakul. Plus symbolique encore avait été la dénonciation dans les médias du projet de loi Kerry-Lugar, soulignant d'insupportables interférences américaines dans le processus de décision, alors que les conditionnalités du projet d'octroi d'une aide civile ne visaient avant tout qu'à contenir le pouvoir des militaires.

Durant les années du *djihad* en Afghanistan et au Cachemire, l'objectif des militaires avait été de noyauter le milieu journalistique pour défendre les options stratégiques de l'armée, organiquement liées d'après celle-ci aux intérêts de la nation. La diabolisation des États-Unis ou de l'Inde par les médias est à ce titre bénéfique, car elle offre l'opportunité de tenter de renégocier à la hausse le partenariat avec Washington et, pour ce qui est de l'Inde, de justifier les moyens financiers dont estiment devoir disposer les forces militaires.

L'encadrement de la communication entre l'armée et les médias est essentiellement du ressort du service d'information et de relations publiques (ISPR = Inter Services Public Relations) qui a ses « favoris » pour débattre sur les plateaux de télévision. Le traitement journalistique des privilèges et exactions de l'armée est particulièrement difficile, en raison de l'opacité du système et du sentiment d'insécurité des patrons de presse. Les services de renseignements ne sont pas connus pour afficher une grande tolérance envers ceux qui menaceraient leur liberté de manœuvre. En septembre 2010, Umar Cheema, un journaliste travaillant pour *The News International*, fut enlevé et torturé par des agents de l'ISI (Inter-Service Intelligence), après avoir dénoncé la corruption au sein de l'armée.

Saleem Shahzad, correspondant d'*Asia Times Online* (basé à Hong Kong), n'eut pas la chance d'être épargné après avoir soulevé, au sujet de l'attaque menée par des membres d'Al-Qaïda contre

la *Pakistan Naval Station* Mehran en mai 2011, la question de l'infiltration de l'armée par des membres de l'organisation terroriste. La commission chargée d'enquêter sur l'assassinat de ce journaliste d'investigation, spécialiste des liens troubles entre les services de renseignements et les organisations extrémistes, a rendu ses conclusions en janvier 2012 sans désigner de coupable. L'ISI exprima même son mécontentement pour avoir été incriminé dans cette affaire par le représentant de Human Rights Watch au Pakistan.

L'argumentaire utilisé face aux critiques est souvent de dénoncer le patriotisme douteux d'individus alimentant l'hostilité des médias occidentaux envers le Pakistan et ses forces armées. Les journalistes sont habitués aux intimidations – dont la demande pressante de fournir leurs sources – et à subir l'impunité des forces de sécurité. Un constat qui se pose plus crûment encore pour un journaliste opérant dans les zones de conflit endémiques (zones tribales frontalières de l'Afghanistan, Baloutchistan), où il lui est difficile d'exercer son métier en toute indépendance, sans s'en remettre au bon vouloir des forces armées, avec le danger d'être instrumentalisé ou, à l'inverse, avec le risque d'être accusé de faire le jeu des militants.

Lors d'une enquête réalisée dans la vallée de Swat en 2009, les journalistes interrogés admirent qu'il fallait, entre les menaces proférées par les forces de sécurité et celles des talibans, parfois sacrifier la vérité, ou alors informer en secret des ONG travaillant sur les violations des droits de l'homme. Les journalistes sont aussi susceptibles d'être pris pour des informateurs et doivent notamment faire attention au vocabulaire employé. Ainsi parler de terroristes ou de mécréants tués, et non de martyrs ou de moudjahidines, est l'assurance de s'attirer les foudres des groupes militants. En juin 2012, le Tehrik-i-Taliban Pakistan revendiqua une attaque contre les locaux de la chaîne *Aaj TV* à Karachi pour ne pas avoir valorisé la mouvance djihadiste.

L'employeur a une responsabilité particulière. Des coupures opérées dans un article au niveau éditorial peuvent avoir de dramatiques conséquences, tout comme l'association du reportage d'un journaliste avec une dépêche d'agence internationale. En janvier 2012, Mukarram Khan Aatif fut assassiné près de Peshawar par des talibans qui lui reprochaient de travailler pour *Voice of America*, et donc de leur être opposé. Les journalistes sont d'autant plus fragilisés qu'ils sont souvent des pigistes obligés de contribuer à plusieurs médias pour survivre ou alors d'avoir une activité parallèle.



La presse écrite au Pakistan reste un outil d'information relativement performant en termes qualitatifs, mais est aujourd'hui confrontée à une situation où la consommation de l'information se fait de plus en plus à travers l'écran de télévision ou via internet (dont les éditions *online* des quotidiens), deux vecteurs plus réactifs. Les implications sont contrastées. La multiplication des chaînes peut faciliter une prise de conscience politique, grâce à une relative pluralité d'opinions et à des débats contradictoires inconnus au temps du monopole d'État. Il est aussi plus difficile pour l'establishment militaire d'en contrôler le contenu et, de par leur nombre et leur vigilance démocratique, les chaînes seraient une relative garantie contre un coup d'État.

Il n'est pas sûr, pour autant, que la différence de traitement accordée aux différents centres de pouvoir permette un rééquilibrage du rapport de force en faveur des représentants du peuple. Par ailleurs, si la télévision peut offrir à des segments de la population reclus un semblant de proximité avec une réalité politique ou sociale à laquelle ils ne sont pas habitués, les impératifs financiers et relationnels portent à privilégier un discours cajolant un conformisme sociétal et une orthodoxie religio-nationaliste, bien loin d'une « subversion libérale » trouvant davantage d'écho sur les réseaux informatiques.

